

Les paradoxes de la capitale soudanaise. Khartoum, miroir des crises et cœur du développement du pays

Compte-rendu de l'intervention d'Alice Franck (maître de conférences en géographie à l'Université Panthéon-Sorbonne - Paris I) aux [journées Géo'rizon](#)© du jeudi 21 avril 2011 sur « [l'Afrique de l'Est](#) », organisées par le département de géographie de l'Université de Savoie (Chambéry). Compte-rendu par Lise Piquerey et Elsa Rollin (Master 1 Stade Géographie - Université de Savoie), également publié sur le site des [journées Géo'rizon](#) (voir une présentation en fin de texte).

Introduction

Le Soudan est principalement observé sous le prisme de l'actualité depuis nos sociétés occidentales. Le pays apparaît sur la scène internationale aux grés des crises : la crise du Darfour (2004-2005) a eu un écho exceptionnel. Actuellement, le Soudan fait parler de lui dans la presse car il y a eu un référendum historique d'autodétermination du Sud Soudan qui fait suite à l'accord de Paix de 2005. La victoire écrasante du sud a débouché sur la création de deux pays : le Nord Soudan et le Sud Soudan (98 % des votes pour l'indépendance du sud). Le traitement médiatique des crises relaie une image déformée du Soudan et des explications réductrices, opposant par exemple le nord et le sud, les chrétiens et les musulmans, ou les Arabes contre les Noirs, pour la crise du Darfour. Tout ceci ne reflète qu'une part des réalités soudanaises. L'idée centrale, pas si paradoxale, est que la capitale soudanaise concentre l'essentiel des enjeux politiques du pays et offre les contrastes les plus importants qui augmentent avec l'exploitation pétrolière de Port Soudan. Khartoum évolue à un rythme effréné et synthétise les enjeux actuels du Soudan.

I/ Khartoum : une domination sans partage

Avec environ 5,5 millions d'habitants, Khartoum est une des plus grandes villes sahéliennes mais aussi d'Afrique. L'extension de cette ville s'effectue en parallèle des crises politiques et humanitaires du pays. Il y règne un rapport de domination régionale et ethnique. Depuis les années 2000, Khartoum connaît une évolution avec l'idée de revenir sur cette domination centre-périphérie héritée, et sans partage depuis au moins une décennie. C'est une nouvelle période historique pour le pays qui commence depuis le 14 février, date du référendum d'autodétermination du Sud Soudan, qui a abouti à une séparation du pays en deux, effective au 9 juillet 2011. Cette complexité actuelle du pays et de Khartoum s'observe notamment à travers le devenir des populations et le développement à venir du Nord Soudan.

I.1/ Le Grand Khartoum, capitale du Soudan

La ville de Khartoum dispose d'un site à la confluence du Nil Blanc et du Nil Bleu.

Deux éléments caractérisent ce pays :

- Avec ses deux millions de km², le Soudan est le plus grand pays d'Afrique, à la frontière du monde arabe et de l'Afrique noire. Il est le lien entre l'Afrique centrale et l'est à travers des

routes caravanières qui traversent le désert du Darfour pour se rendre en Egypte par exemple grâce à une piste longue de 40 jours de chameau. Le Soudan est un lieu de passage lors des pèlerinages en direction de la Mecque.

- La ressource pétrolière, extraite dans le sud, transite par Khartoum par un oléoduc pour être exportée par Port Soudan.

Le pays est aussi à la charnière entre le désert et les marécages (Sud Soudan). Il est aussi marqué par sa diversité humaine (une centaine de groupes ethniques), c'est un pays multiple avec une domination centrifuge. Les appartenances ethniques ne sont pas figées, avec des critères culturels, linguistiques et de modes de vie qui sont pris en compte. On recense 70 % de la population qui est musulmane principalement au nord, 10 % est chrétienne, et environ 20 % est animiste. On observe donc une diversité très importante à laquelle peu de Soudanais échappent.

Le Soudan est très vaste, il est un modèle d'inégalité territoriale avec un petit centre : Khartoum et la Gésira (littéralement *île*, zone située entre les deux Nils) favorisée par son développement agricole (irrigation). Ces espaces sont favorisés par rapport à des régions périphériques marginalisées. Ce système territorial inégalitaire va avoir des conséquences sur le futur du pays. Par exemple, les rapports entre le Sud et le Nord Soudan se sont longtemps limités à des incursions nordistes au sud pour faire des razzias d'esclaves et de bétail. L'esclavage a été le moteur de la colonisation pendant la première période de conquête de la Turquie. Les razzias ont laissé des traces indélébiles dans la mémoire collective du nord et du sud.

Dans les deux cas, l'administration va se soucier uniquement du développement économique et administratif du centre. Au contraire, les périphéries vont être marginalisées, avec un manque profond d'investissements, notamment dans l'éducation (une seule école secondaire dans le Darfour, Le Darfour représente 4 à 5 % des dépenses du pays). Ce modèle centre périphérie va rester être très prégnant.

I.3/ Un modèle centre périphérie prédateur

De 1956 à 1989, aucun gouvernement ne remet ce modèle de développement centré autour de Khartoum et Al Jazzera en cause. On ne voit pas de rééquilibrage des politiques de développement. En 1989, Omar El-Béchar accède au pouvoir par un coup d'Etat militaire et met en place une république islamique (code légal islamique).

Depuis 2000, l'exploitation du pétrole renforce l'attractivité et les activités de Khartoum et donc sa rente extractive. Des tribus arabes de la vallée du Nil vont dominer de manière quasi exclusive pendant des décennies les populations les plus éloignées. Cette inégalité territoriale apparaît dans tous les secteurs de la vie soudanaise. Depuis 1940, le sud est encore presque totalement privé de systèmes éducatifs et cela n'a pas évolué depuis. Ces inégalités au niveau éducatif posent la question de la disponibilité de cadre pour le nouveau gouvernement à mettre en place. Si les immigrés du sud restent à Khartoum, c'est majoritairement pour l'offre de scolarité, car en 2002, près de 9000 écoles du Darfour manquent d'enseignants. A cet égard, un processus pervers apparaît avec la crise du Darfour : les populations qui ont fui dans les camps de réfugiés vont avoir accès à la scolarité alors que ceux restés dans les villages ne l'ont toujours pas. La mobilité des populations, favorisées par les inégalités, va suivre les mêmes logiques. Le système de santé est également plus développé à Khartoum qu'au Darfour, avec 1 médecin pour 150 000 personnes. Les crises soudanaises doivent donc être replacées dans ce contexte d'injustice spatiale, très présent, même si différents acteurs vont s'impliquer pour tenter de remédier aux inégalités. Ainsi, entre 2000 et 2005, l'Etat a injecté plus d'argent pour le développement d'infrastructures de transport et de communication au Darfour qu'en 50 ans d'indépendance. Ce contexte d'inégalités territoriales conditionne la croissance de Khartoum et en fait un lieu de refuge privilégié pour les populations qui se déplacent lors du conflit.

II/ La mégapolisation des crises soudanaises

II.1/ La structure du grand Khartoum

La croissance de Khartoum est affectée par les crises et les troubles du pays. La ville se situe à la confluence du Nil et dans une zone désertique, marquée par le vent de sable avant la saison des pluies, le *habib*. L'agriculture est concentrée autour du Nil avec du maraîchage sur les berges, complété par de l'élevage. Cependant, elle reste aléatoire du fait du climat. Le Grand Khartoum est une conurbation faite de trois villes : Khartoum du Sud, Khartoum du Nord et Omourman.

C'est une ville extrêmement ségréguée qui s'est établie en trois temps. L'urbanisation s'est faite sur un plan en damier qui fait référence au drapeau de *l'Union Jack*, avec un centre-ville colonial et en périphérie les populations indigènes qui y sont repoussées (Quartier Fellata). La croissance de Khartoum prend différents visages, avec l'établissement d'un zonage en trois classes :

- Première classe : parcelles de plus de 800 m² (ex : Quartier Amarat)

- Deuxième classe : parcelles de environ 500 m² (ex : Quartier Khartoum 2)

- Troisième classe : parcelles de environ 200 m² (ex : Um Badda)

Au sein des deux premières classes, on trouve des villas imposantes croisées avec l'habitat traditionnel : mur d'enceinte, avec une cour fermée. Pour la 3e classe, il s'agit de quartiers d'extension planifiée.



Quartier d'extension planifiée

Source : <http://www.greatmirror.com/index.cfm?countryid=381>



Photographie aérienne oblique de Khartoum à la confluence des deux Nil.

Source : <http://www.greatmirror.com/index.cfm?navid=387>

II.2/ La croissance de la capitale soudanaise

Différents plans d'aménagement urbain vont se succéder sans altercation, mais la croissance démographique va les rendre caducs. La ville a subi une extension spatiale considérable et a dû y faire face. Par exemple, la ville de Dar es Salam a été planifiée pour faire face aux afflux de population des années 1980 et 1990. Au nord-ouest en périphérie de la ville, on retrouve des quartiers qui ont été déplacés à plus de 50 km de Khartoum.

Après 1956, la ville va renforcer son rôle et croître. Les populations qui vont arriver du nord juste après l'indépendance vont s'intégrer à la ville grâce à un réseau communautaire déjà mis en place. Ce développement ne va pas poser de problèmes : elles vont s'installer sur les terrains libres, puis la ville va reconnaître et ensuite viabiliser ces nouveaux quartiers.

Depuis les années 1970, la croissance s'accélère : la ville subit un saut démographique pour deux raisons. Tout d'abord, le caractère de centralité de Khartoum et par le développement de l'activité agricole de la ville par des investissements venus des pays du monde arabes qui veulent faire de cet espace le « grenier » du monde arabe.

De 1983 à 1993, l'explosion démographique de la capitale correspond aux années noires pour le Soudan, au niveau politique et économique. Le taux de croissance démographique de la capitale est alors de 8 % par an. Des migrations forcées liées à la sécheresse sahélienne sont également observées. Dans les années 1984 et 1985, des cycles de sécheresses, signes avant-coureurs de famine, vont être ignorés par le gouvernement, ce dernier continuant à exporter le sorgho et retardant l'appel à l'aide humanitaire. S'ensuit un déplacement de la population de l'ouest et de l'est du Soudan vers Khartoum. L'exode est massif et souvent définitif. Les deux principales raisons sont l'explosion démographique et le fait que Khartoum se retrouve de nouveau en situation de guerre après 11 ans de paix. Ces éléments poussent donc les populations affluant du sud sur les routes vers Khartoum. Cependant ce déplacement n'est pas direct, mais ponctué de transit dans différentes villes. L'afflux massif de la population du sud ne se ressent donc que dans les années 1990 à Khartoum. Dès lors, le gouvernement ne peut plus supporter la croissance urbaine : le développement d'habitat illégal devient la norme, avec deux types de pratiques, la régularisation ou le déguerpissement.

En outre, les migrants environnementaux et économiques et les migrants qui fuient les combats sont « triés ». Ces migrants de guerre sont installés dans des camps de déplacés, alors que les autres sont installés dans des quartiers informels ou planifiés. Toutefois, peu de différences entre les camps et les autres quartiers dans le paysage urbain s'observent, mais ils n'ont pas le même statut foncier (il n'y a pas d'allocation de parcelles dans les camps). Vu que la population concernée est nombreuse, ces politiques ne sont faites qu'en marge. Beaucoup de déplacés vont aller dans des quartiers fermés à cause d'un urbanisme autoritaire et forcé, avec des noms signifiant « *on nous a forcé* », « *on nous a poussé* ».

Dans cet urbanisme d'urgence, l'Etat met toute son énergie pour conserver la maîtrise foncière : les zones de squat sont limitées. En effet, la conservation de la maîtrise du sol est une priorité du gouvernement. Cet urbanisme de relégation, de plus en plus périphérique des populations, est une constante dans l'histoire de l'agglomération et n'est pas uniquement l'apanage du gouvernement. Ces quartiers sont localisés dans des espaces où le raccordement au réseau d'eau fut tardif, les axes de transports inexistantes et dans les environnements

désertiques. A la simple vue, la différence entre les camps de déplacés légaux et illégaux est nulle.

En 2003, les camps de déplacés vont faire l'objet d'un cadastrage dans les politiques urbaines, reconnaissant implicitement que l'habitat se place dans le long terme. Ces parcelles vont être allouées après avoir expulsé les populations qui les occupaient illégalement. C'est admettre que ce qui devait être provisoire devient permanent.

Cette appartenance régionale ethnique dans l'ordre d'arrivée définit la position dans la ville par un gradient centre/périphérie. Il en résulte un étalement urbain considérable lié à un habitat de cour, entraînant un surcoût des équipements pour accéder aux périphéries. Et ce malgré un « *bourrage des parcelles* » visant à une densification. Pour les populations périphériques, c'est un cumulateur de handicaps et gagner le centre coûte cher. Dans les années 1980, c'est la fin des services publics des transports et beaucoup de compagnies privées vont prendre le relais. Pour accéder à l'eau, des forages sont pratiqués, permettant de la distribuer par le biais de revendeurs avec un coût plus élevé que celui de l'eau courante. Un paysage de poteaux électriques sans fil marque aussi ces vastes quartiers relégués.

III/ L'impact de la rente pétrolière sur la ville

Les rentes pétrolières sont réinvesties dans la capitale soudanaise. Deux événements ont marqué ces dix dernières années : la signature de l'accord de Paix (2005) qui attire des investissements et l'exportation pétrolière qui se tourne dorénavant vers les pays de l'Sst et la Chine. Cette dernière profite du boycott du pays par les démocraties occidentales et fait du Soudan un terrain d'expérience de son industrie pétrolière. Les puits de pétrole se localisent dans le sud et dans le nord-est du territoire.

Sous l'impact de ces rentes, des investissements se font dans le foncier et l'immobilier qui sont des valeurs sûres. L'urbanisation à Khartoum explose et prend de la hauteur, avec des chantiers partout. Une urbanisation résidentielle de luxe (habitat cossu) apparaît, ainsi qu'un nouvel urbanisme, parfois sous forme de « *dubaïsation* » tout en gardant la réalité soudanaise, comme la *tour libyenne*.

Un effort considérable a été fait pour la mise en place d'infrastructures routières (routes goudronnées). Ces dernières gagnent la périphérie et parfois les camps de déplacés. Ainsi, en 1999, la route menant à la gare était composée de deux voies garnies de nids de poules. Aujourd'hui, c'est une route deux fois quatre voies.

Tous les terrains centraux de maraichages ont longtemps été préservés du fait de leur caractère inondable. Aujourd'hui, des projets immobiliers sont en passe de voir le jour sur les confluences du Nil grâce à la construction de digues. Ces projets seraient des complexes hôteliers de luxe, mais le marketing agressif est plus rapide que l'action. Cependant, les projets luxueux sont souvent trop nombreux par rapport à la faible population pouvant y accéder. Par exemple, le projet *El Sunut* est un complexe pouvant accueillir 6 500 personnes avec 1 500 appartements, de nombreux bureaux, 7 hôtels. Toutefois, on ne construit pas que des hôtels : créer la ville devient plus rentable que d'allouer les parcelles. Les zones squattées sont vidées pour y construire des zones de luxe, en viabilisant des terrains qui deviendront de première classe. Des commerces, des cafétérias pour les populations aisées se développent. En 2004, le premier centre commercial et de loisirs voit le jour à Khartoum. Ces infrastructures destinées aux classes aisées creusent les différences. Le long du Nil bleu, on projette de

construire des résidences bungalows, cependant il y a encore peu de touristes. Certaines se situent à coté d'une briqueterie et de maraîchage. Ce contraste de développement frappant devient alors une source de grande frustration.

IV/ Khartoum en paix avec le Sud ?

La population du sud représente plus d'un million d'habitants, voire deux millions d'habitants à Khartoum. En 2005, l'espoir d'un nouveau Soudan se concrétise, suite à la signature d'un traité de paix par John Garang qui devient vice-président du pays. J. Garang était d'apparence pour la séparation mais porte pourtant la voie d'un Soudan uni. Grand leader charismatique, il meurt trois semaines après son élection dans un accident d'hélicoptère, ce qui occasionnera des émeutes. Suite à cet événement, l'espoir de ce nouveau Soudan uni est mince, les revendications égalitaires sont portées par le Sud et toutes les populations marginalisées du pays.

Khartoum est une ville faite de paradoxes (ville calme, marquée par peu de délinquance, avec des heurts rares hormis lors du décès de J. Garang). Le référendum d'autodétermination s'est ainsi déroulé sans accroc.

L'accord de paix prévoyait une transition de six ans avant de faire un référendum d'auto-détermination du sud Soudan. Ce dernier a abouti à un échec politique pour les deux parties qui n'ont pas réussi à créer une unité. Le réel défi était de faire un référendum sans heurt. Ce référendum ouvre des questions pour Khartoum, notamment au sujet de la population sudiste. Ceci permet le retour de certains déplacés. Ces derniers ont été peu fréquents lors de la période de transition et plus importants actuellement. Le gouvernement du sud envoie des camions dans le nord afin de charger les personnes et les bagages et ainsi les rapatrier dans leur région d'origine (140 000 personnes sont déjà rentrées, ce qui est peu par rapport à la population sudiste encore présente à Khartoum). Des questions sont alors en suspens : que va devenir la population sud soudanaise ? Quel statut pour les étrangers ? La bi-nationalité ? Une carte de séjour ? Quelle citoyenneté ? En effet, nombreux sont ceux qui sont nés à Khartoum et qui n'ont jamais vu le Sud Soudan dont ils sont originaires (la question du retour demeure largement taboue). Le devenir du foncier suite à tous les départs reste aussi incertain.

Conclusion

Cette partition du pays pose de nouveaux problèmes : le devenir de cette population du Sud et la création de deux pays. En effet, le Nord va se voir affaibli et fragilisé économiquement avec la baisse de la rente pétrolière, la hausse des prix, des importations moins libérales. Va-t-on alors assister à un affaiblissement du régime ? Quel avenir pour le Soudan ? Depuis le référendum, les projets immobiliers sont stoppés, l'aéroport en plein centre-ville risque d'être déplacé en périphérie. Aujourd'hui, le nom du nouveau pays n'est pas arrêté pas plus que le partage de la dette.

*Compte-rendu par Lise PIQUEREY et Elsa ROLLIN,
Master 1 STADE Géographie*

Bibliographie indicative

Cette bibliographie a été réalisée par Lionel Laslaz dans le cadre des comptes-rendus des conférences de la journée Géo'rizon© sur « L'Afrique de l'Est ».

CHOPLIN A., 2005, « Capitales sahélo-sahariennes : Nouakchott et Khartoum, à la

confluence des urbanités », [*La Lettre de l'Observatoire Urbain Contemporain du Caire*](#), n° 6/7, Cedej, Le Caire, p. 38-42.

CHOPLIN A., 2006, « [Khartoum au défi de la paix : La capitale soudanaise entre violence urbaine et symbole de la réconciliation](#) », in MORELLE M., coord., *Grafigéo* coll. Mémoires et documents de l'UMR PRODIG, p. 85-101.

CHOPLIN A. et FRANCK A., 2010, « [A glimpse of Dubai in Khartoum and Nouakchott. Prestige Urban Projects on the Margins of the Arab World](#) », in P.-A. Barthel (ed.) *Built Environment*, special issue « Arab mega-projects », vol. 36, n° 2, p. 192-205.

CROMBE L., 2009, « [Building Khartoum's future ?](#) », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 27 mai 2009.

FRANCK A., 2006, « [Maraîchers à Khartoum : entre intégration et marginalisation étude des capacités intégratrices de l'agriculture urbaine](#) », *Revue Tiers Monde* 1/2006 (n° 185), p. 39-55.

FRANCK A., 2007, « [En marge d'un conflit : les populations du Darfour dans l'agriculture urbaine du grand Khartoum \(Soudan\)](#) », *Outre-Terre* 3/2007 (n° 20), p. 111-122.

FRANCK A., 2007, [Produire pour la ville, produire la ville : étude de l'intégration des activités agricoles et des agriculteurs dans l'agglomération du Grand Khartoum \(Soudan\)](#), Thèse pour l'obtention du doctorat en géographie, dir. J.-L. Chaléard, 508 p.

Présentation des journées Géo'rizon



© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net